



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

LYCEE FRANÇAIS JEAN MONNET DE BRUXELLES (LFJM)

Etablissement en Gestion Directe (EGD)

représentant l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE)

Avenue du Lycée Français, 9 1180 UCCLE

Tél : +32(0)2/379 08 16

Objet : LOCALISATION DES TRAVAUX :

LYCEE FRANÇAIS JEAN MONNET DE BRUXELLES (LFJM) - Site de l'Avenue du Lycée Français

Avenue du Lycée Français, 9 à 1180 UCCLE

TYPE DE MARCHÉ : Marché public de travaux

MODE DE PASSATION DU MARCHÉ : Marché à procédure adaptée (MAPA)

OBJET DU MARCHÉ : AO n° 2025/07 - Déménagement du bâtiment administratif du lycée français Jean Monnet dans la cour de récréation du secondaire entre le 9^{er} juillet et le 19 août 2025.

| |
|--|
| Date limite de réception des offres : 11/06/2025, 12h00 |
|--|



Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Article 1 – Objet du marché : | 3 |
| Article 2 – Maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, coordination santé, sécurité, hygiène et contrôleur technique : | 3 |
| Article 3 – Conditions du marché : | 4 |
| Article 4 – Allotissement : | 5 |
| Article 5 – Options, variantes et tranches : | 5 |
| Article 6 – Sous-traitance et groupements d'opérateurs économiques : | 5 |
| Article 6.1 – Sous-traitants : | 5 |
| Article 6.2 – Groupement d'opérateurs économiques : | 5 |
| Article 7 – Modifications du marché : | 5 |
| Article 8 – Délais de validité des offres : | 6 |
| Article 9 – Prix du marché – unité monétaire – mode de règlement : | 6 |
| Article 10 – Visite des lieux obligatoire : | 6 |
| Article 11 – Présentation des offres : | 6 |
| Article 11.1 : Disponibilité du Dossier de la Consultation pour les Entreprises (DCE) : | 6 |
| Article 11.2 – Langue du marché : | 6 |
| Article 11.3 – Contenu des offres : | 6 |
| Article 11.3.1 – Les documents du dossier de consultation : | 6 |
| Article 11.3.2 – Autorisation de soumissionner : | 7 |
| Article 12 – Motifs d'exclusion et critères d'attribution du marché : | 7 |
| Article 12.1 – Motifs d'exclusion : | 7 |
| Article 12.2 – Critères d'attribution : | 8 |
| Article 12.2.1 – Rejet des offres inappropriées, irrégulières et inacceptables : | 8 |
| Article 12.2.2 – Examen des candidatures : | 8 |
| Article 12.2.3 – Jugement des offres : | 8 |
| Article 13 – Conditions d'envoi et de remise des offres : | 9 |
| Article 14 – Renseignements complémentaires : | 10 |
| Article 15 – Règlement des litiges – tribunal compétent : | 10 |

**Article 1 – Objet du marché :**

Le présent marché de travaux a pour objet le déménagement du bâtiment administratif dans la cour du secondaire du lycée français Jean Monnet entre le 9 juillet et le 19 août 2025, à l'adresse suivante :

LYCEE FRANÇAIS JEAN MONNET DE BRUXELLES
Avenue du Lycée Français, 9 à 1180 Uccle

Article 2 – Maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, coordination santé, sécurité, hygiène et contrôleur technique :

| | |
|--|--|
| Maître d'ouvrage | Agence pour l'Enseignement français à l'étranger (AEFE) Madame la Directrice générale de l'AEFE représentée par Madame la proviseure du lycée français Jean Monnet à Bruxelles |
| Comptable assignataire du marché | Monsieur l'agent-comptable principal de l'AEFE représenté par Monsieur l'agent-comptable secondaire du lycée français Jean Monnet à Bruxelles |
| Maître d'œuvre | Association momentanée Open – LT2A – Adem VK Engineering – Homeco – Autrement Dit – représentée par la SRL OPEN ARCHITECTES ayant son siège à la rue de la Marbrite, 9B à 7090 RONQUIERES (Belgique) et représentée par Bertrand Noel, architecte associé. Tél : 0032 (0) 67 41 16 40 |
| Coordination santé, sécurité, hygiène (projet et exécution) | ADVEX SRL, sise Rue du Saule, 12 à 1 090, Bruxelles (Belgique), représenté par Ir Jérôme Noël Tel : 0032 (0) 479 90 86 07 |
| Contrôleur technique | BuildTIS SRL, sis Drève Richelle, 161 – bte 57 à 1410 Waterloo (Belgique), représenté par M. Gilles Bérard. |



Article 3 – Conditions du marché :

Ce marché de travaux est un marché passé en procédure adaptée (MAPA) qui obéit au Code de la commande publique français dans sa dernière version en vigueur à date de publication de marché.

Le lieu de réalisation du marché étant situé en Belgique, les titulaires veilleront à respecter les règles et lois spécifiques à ce pays et en particulier pour tout ce qui a trait au droit du travail (dispositions en ce qui concerne le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et la loi belge sur le bien-être au travail notamment).

Le marché fait référence à des normes techniques belges que le titulaire de marché est obligatoirement tenu de respecter, et notamment le RGPT, Règlement Général pour la Protection du Travail, CODEX et les publications du CNAC, Comité National d'Action pour la sécurité et l'hygiène dans la Construction, la réglementation en matière de mesures de protection individuelle, MPI, et d'équipements de travail (liste non exhaustive).

Ce marché fait suite à un précédent appel d'offres encore ouvert à la négociation au moment de la publication de ce marché. La phase de négociation étant incertaine – et la possibilité d'une infructuosité du marché liminaire étant assez élevée – le présent appel d'offres est justifié par la nécessité de débiter la première phase de travaux à l'été 2025 avant une éventuelle republication du marché primordial.

Le marché se déroule en deux étapes :

- 1) **Remise des offres :** Sur la base du dossier de la consultation (DCE), les entreprises remettent une offre technique et financière.
- 2) **Attribution de marché :** les offres déposées pour ce marché sont jugées selon les critères d'attribution indiqués à l'article 12.2.3 ci-dessous.



Article 4 – Allotissement :

Le présent marché constitue un lot à part qui s'inscrit dans le projet global de reconfiguration des accès et de construction d'un bâtiment d'accueil du lycée français Jean Monnet de Bruxelles.

Article 5 – Options, variantes et tranches :

Le marché ne présente pas d'options ni de variantes ni de tranches.

Article 6 – Sous-traitance et groupements d'opérateurs économiques :

Article 6.1 – Sous-traitants :

Le soumissionnaire transmet, au moyen du formulaire DC4 joint aux pièces du marché, au plus tard au début de l'exécution du marché, les informations suivantes au pouvoir adjudicateur :

- Le nom de tous les sous-traitants ;
- Les coordonnées et les représentants légaux de tous les sous-traitants, quelle que soit la mesure dans laquelle ils participent à la chaîne de sous-traitance et quelle que soit leur place dans cette chaîne.

Article 6.2 – Groupement d'opérateurs économiques :

Le présent marché autorise les offres présentées par un groupement d'opérateurs économiques.

Les candidats peuvent présenter leur candidature, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. En outre, un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme aux attributaires du marché.

Lorsque l'offre est remise par un groupement d'opérateurs économiques sans personnalité juridique, chacun de ses participants est tenu de signer l'offre de dépôt.

Dans le cas où le candidat ferait une candidature sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire, les pièces administratives et techniques décrites ci-après concernant chaque membre du groupement devront être fournies.

En outre, l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières et le dossier du candidat dûment complété et signé par le mandataire du groupement, une fois celui-ci choisi par ses membres, seront à joindre au dépôt des candidatures.

Article 7 – Modifications du marché :

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 (sept) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications mineures et non substantielles au dossier de la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans possibilité d'élever de réclamations à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.



Article 8 – Délais de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres.

Article 9 – Prix du marché – unité monétaire – mode de règlement :

Les prix du marché sont réputés être toutes taxes locales et tous droits de douanes éventuels inclus. L'unité monétaire retenue pour le libellé des prix et le règlement est l'euro. Le mode de règlement choisi par le maître de l'ouvrage est le virement bancaire.

Article 10 – Visite des lieux obligatoire :

Les candidats doivent impérativement se rendre sur place et établir leur soumission en toute connaissance de cause et remettre prix pour une réalisation complète et parfaite de l'ouvrage suivant les règles de l'art.

Ils ne pourront donc pas arguer de problèmes dus à ces accès et à l'état des lieux d'implantation pour demander modification des prix remis ; ni pour justifier de retards éventuels. Toute remarque éventuelle devra être faite dans l'offre.

Après leur visite, une attestation de visite signée par le pouvoir adjudicateur ou un de ses représentants sera délivrée à chaque candidat qui la signera et la joindra impérativement à son offre.

Pour organiser ces visites, les entreprises doivent prendre rendez-vous avec un responsable du lycée français Jean Monnet, soit le conseiller sécurité et immobilier du lycée, M. Nicolas Galland (mail : nicolas.galland@lyceefrancais.be ; tél : 0032 (0)2 379 08 44 ou 0032 (0) 499 75 69 76), soit l'adjoint du Secrétaire-général, M. Pierre Imbert (pierre.imbert@lyceefrancais.be ; tel : 0032 (0) 2 379 08 51).

La visite est obligatoire sauf pour les entreprises ayant déjà remis une offre au marché 2025-01 du lycée français et qui peuvent se prévaloir d'une attestation de visite.

Article 11 – Présentation des offres :

Article 11.1 : Disponibilité du Dossier de la Consultation pour les Entreprises (DCE) :

Le DCE est disponible en ligne sur le site du lycée français Jean Monnet ([Appel d'offres](#)) ainsi que sur la plateforme de dématérialisation des procédures de marché de l'Etat français et de ses opérateurs PLACE (www.marchespublics.gouv.fr).

Les entreprises sont invitées à répondre uniquement sur cette plateforme. Les offres remises par mail ou par papier seront refusées.

Si une entreprise connaissait des difficultés pour télécharger le dossier, le DCE pourra lui être remis sous format numérique. Dans ce cas, la demande devra être formulée auprès d'un représentant du maître d'ouvrage.

Article 11.2 – Langue du marché :

Tous les documents présentés dans l'offre des candidats seront rédigés en langue française ou dans une autre langue avec une traduction certifiée conforme par un traducteur accrédité.

Cette exigence concerne l'ensemble des phases du marché, de la candidature à l'exécution. Les procès-verbaux officiels et attestations d'agrément non rédigés en langue française seront donc accompagnés de leur traduction officielle.

Article 11.3 – Contenu des offres :

Article 11.3.1 – Les documents du dossier de consultation :

Les candidats font usage de l'**acte d'engagement valant CCAP et du métré récapitulatif**.

En outre, tous les candidats auront à produire un dossier complet à leur charge comprenant les pièces ci-dessous,



Les offres qui ne comporteraient pas la totalité des pièces ci-dessous, ou dont le contenu serait jugé insuffisant, pourront être écartées :

- L'acte d'engagement (AE) valant CCAP, daté, complété et signé
- le métré récapitulatif, complété
- L'attestation de visite des lieux
- Le cas échéant, l'attestation d'engagement du sous-traitant (formulaire DC4 – UN FORMULAIRE PAR SOUS-TRAITANT)

Ces documents devront être impérativement remplis en totalité sans aucune rectification ou modification. Les entreprises n'ayant pas respecté tout ou partie de ces instructions pourront voir leur offre rejetée.

Article 11.3.2 – Autorisation de soumissionner :

Ces documents sont exigibles au seul candidat attributaire, toutefois il est recommandé de les produire dès le début de la consultation :

- Une attestation de pouvoir du signataire ;
- Les certificats sociaux et fiscaux (attestation de régularité sociale) ;
- Un extrait de l'inscription à la banque carrefour des entreprises ou à tout autre registre national similaire d'un pays membre de l'Union européenne.

Article 12 – Motifs d'exclusion et critères d'attribution du marché :

Article 12.1 – Motifs d'exclusion :

A quelque moment que ce soit de la procédure, un candidat ne peut pas avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour l'une des infractions suivantes :

- Participation à une organisation criminelle ;
- Corruption ;
- Fraude ;
- Infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
- Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
- Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ;
- Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal (pour cette infraction, une décision administrative ou judiciaire est suffisante).

A quelque moment que ce soit de la procédure, les candidats doivent satisfaire à leurs obligations relatives au paiement d'impôts, taxes et cotisations sociales.

Le pouvoir adjudicateur peut exclure, à tout moment de la procédure de passation, un candidat qui se trouve dans un cas suivant :

- Lorsque le candidat est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
- Lorsque le pouvoir adjudicateur peut démontrer par tout moyen approprié que le candidat a commis une faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité ;
- Lorsque le candidat s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ;
- Lorsque le candidat a entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.



Les dispositions relatives aux exclusions de marché et aux dettes fiscales et sociales sont applicables individuellement à tous les participants d'un groupement d'opérateurs économiques et à tous les tiers à la capacité desquels il est fait appel.

Article 12.2 – Critères d'attribution :

Article 12.2.1 – Rejet des offres inappropriées, irrégulières et inacceptables :

Les offres jugées inappropriées, irrégulières ou inacceptables par le pouvoir adjudicateur seront éliminées. Sont considérées comme :

- Inappropriées : les offres qui apportent une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peuvent en conséquence être assimilées à une absence d'offre ;
- Irrégulières : les offres qui sont incomplètes ou ne respectent pas les exigences formulées dans les documents de la consultation.
- Inacceptables : les offres dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de les financer.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut aboutir ni à une modification de l'offre ni à une négociation de prix.

Article 12.2.2 – Examen des candidatures :

L'acheteur public procédera à la vérification de la production des documents justificatifs relatifs aux conditions de participation, avec notamment :

- La justification d'un niveau de capacité minimal proportionné à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution (Capacité Economique et Financière). Le candidat doit justifier d'un niveau approprié d'assurance des risques professionnels pour l'exécution du présent marché.
- Les capacités techniques et professionnelles, et notamment, la qualification professionnelle, l'expérience, les moyens humains et matériels pour l'exécution du marché.

Article 12.2.3 – Jugement des offres :

Les offres devront être conformes aux prescriptions du contrat d'engagement (acte d'engagement). Elles seront jugées à partir des critères suivants :

Critère 1 - Prix : représente 60 %

Il sera apprécié en fonction des métrés.

La note du critère Prix est calculée comme suit :

Note = Prix de l'offre = (Prix de l'offre la moins élevée/Prix de l'offre du candidat noté) x 60

Critère 2 – Délais d'exécution : représente 40 %

Afin de juger ce critère, les candidats devront exposer dans une courte note leur méthodologie d'exécution qui permettra de juger de leur capacité à tenir les délais imposés par la présente consultation.

La forme de cette note est libre, toutefois, les éléments d'appréciation ci-dessous entreront en compte dans la notation du critère délai :

- Organisation et moyens mis en œuvre pour assurer la mission et respecter les délais en jours d'intervention exprimés dans un planning et à intégrer la date butoir (noté sur 30 points et représentant 75% de la note délais d'exécution)



- Références de l'équipe constituée sur place pour réaliser les prestations (CV à jour, coordonnées télématiques et téléphoniques des collaborateurs dédiés à la prestation) : noté sur 10 points et représentant 25 % de la note délais d'exécution.

La notation des sous critères de la « valeur technique » s'effectue selon le barème suivant :

| Points attribués | Evaluation |
|---|--------------------------|
| <i>Le candidat ne répond pas de façon satisfaisante</i> | 0 % de la note maximum |
| <i>Le candidat répond de façon peu satisfaisante</i> | 25 % de la note maximum |
| <i>Le candidat répond de façon moyenne</i> | 50 % de la note maximum |
| <i>Le candidat répond de façon satisfaisante</i> | 75 % de la note maximum |
| <i>Le candidat répond de façon excellente</i> | 100 % de la note maximum |

La somme des notes obtenues au titre des différents critères d'attribution détermine la note globale obtenue par les soumissionnaires, lesquels font l'objet d'un classement.

Le candidat retenu sera celui ayant reçu la meilleure note globale, après addition des notes obtenues.

Si plusieurs soumissionnaires obtiennent la même note globale, alors la note attribuée pour le critère délais sert à départager les soumissionnaires concernés.

En cas de nouvelle égalité, le candidat retenu est celui ayant obtenu la note du prix la plus basse.

Article 13 – Conditions d'envoi et de remise des offres :

Les candidatures devront uniquement être déposées sur la plateforme d'achat en ligne du lycée français PLACE : www.marches-publics.gouv.fr

Cette candidature dématérialisée devra parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Tous les documents du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) devront être scannés dans l'offre remise par voie électronique.

Elles devront respecter la charte de nommage suivante : Année+mois+jour – Intitulé du document.
Par exemple : 20240520 – AE

Les intitulés de document des pièces contenues dans le DCE ne devront pas être modifiés.

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- les formats des fichiers envoyés ne pourront être que : .doc / .rtf / .pdf / .xls ;
- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (taille d'envoi des fichiers maximum : 25MB) ;
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à la charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.



Article 14 – Renseignements complémentaires :

Pour tout renseignement d'ordre administratif nécessaire au dépôt des candidatures, s'adresser au SAAF et au bureau sécurité et immobilier du lycée français de Bruxelles :

volny.perriez@lyceefrancais.be

pierre.imbert@lyceefrancais.be

nicolas.galland@lyceefrancais.be

Les renseignements d'ordre technique sont à demander uniquement sur le forum de la plateforme d'achat du lycée français Jean Monnet PLACE et accessible via le site internet : www.marches-publics.gouv.fr

Article 15 – Règlement des litiges – tribunal compétent :

Le présent marché de travaux est soumis au code de la commande publique français.

Les parties s'efforceront, en cas de litiges, de trouver un accord à l'amiable. A défaut, seul le Tribunal administratif de Paris sera compétent.